

Burundi : Des chiffres du HCR objet de controverses à Bujumbura

PANA, 10 février 2018 Bujumbura, Burundi - Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) table sur 50.000 nouveaux demandeurs d'asile burundais à l'étranger en 2018, ce qui étonne les milieux officiels à Bujumbura où on estime, au contraire, que près de 200.000 Burundais sont rentrés volontairement depuis 2016, et près de 800 autres, pour le seul mois de janvier dernier.

«Il n'existe, objectivement, aucune situation socio-politique et sécuritaire «alarmante» et de nature à pousser les gens à fuir leur pays, sauf «peut-être l'insécurité alimentaire», réagissait, vendredi, encore à l'alerte du HCR, le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNID), Jean Baptiste Baribonekeza. En matière des droits humains, le principal souci de la CNIDH est plutôt le fléau grandissant du trafic des êtres humains, notamment les femmes et les jeunes filles burundaises, vers les pétromonarchies du Golfe arabe. Mardi dernier, le HCR et 26 de ses partenaires humanitaires ont lancé, à Genève, en Suisse, un appel de fonds d'un peu plus de 391 millions de dollars américains pour venir en aide à 430.000 réfugiés burundais, en 2018. Du côté du gouvernement, les chiffres actualisés du ministère burundais de l'Intérieur font état de près de 200.000 Burundais qui sont rentrés volontairement d'exil depuis l'année 2016, marquée par un retour progressif au calme après les violences électorales de masse de 2015. Le HCR, auquel on reproche ouvertement à Bujumbura de rechercher des financements sur le dos des réfugiés burundais, soutient qu'«à moins qu'il y ait des changements sur la situation politique et une amélioration des conditions socio-économiques du pays, l'exode des réfugiés burundais, principalement vers les pays voisins, devrait se poursuivre en 2018». En 2017, 61.000 Burundais sont arrivés dans les pays voisins, principalement en Tanzanie, et dans de moindres proportions, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda, selon la même source. L'agence spécialisée des Nations Unies dit qu'avec «seulement 21%» des fonds demandés et obtenus jusqu'à présent, «les réfugiés burundais constituent la situation de réfugiés la plus sous-financée au monde». Le Burundi est à son tour affecté par la recrudescence des violences armées en République démocratique du Congo voisin (RDC). Selon toujours le HCR, les violences en République démocratique du Congo ont provoqué, ces derniers jours, le déplacement de 8.000 personnes au Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});